



Pour de nouvelles conquêtes sociales

et pour un territoire régional fort de sa diversité industrielle

Des milliers de salariés et d'habitants de Midi-Pyrénées ont ressenti une légitime fierté ce 27 avril, au moment du 1er vol de l'A380 ! Tous les qualificatifs et les superlatifs auront été utilisés pour applaudir à cet exploit technologique et à juste titre ! Il est le résultat des savoir-faire, des compétences des hommes et des femmes à tous les niveaux sans lesquels cet avion n'aurait pu être réalisé.

Cet exemple doit être un formidable moyen de démontrer les atouts extraordinaires dont dispose notre région pour son développement économique et industriel ! Son rayonnement est bénéfique à toute la région !

DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POUR TOUTE LA RÉGION ! ?

En effet personne ne contestera ces retombées économiques pour notre région. Les stratégies libérales européennes l'avaient destinée à sa seule vocation touristique . Dans cette répartition des rôles sur l'échiquier européen, les grands groupes n'avaient pas ménagé leurs efforts pour casser l'emploi industriel dont 10 000 ont été liquidés de 2002 à 2004 !

Aujourd'hui cet essor de l'aéronautique permettra-t-il le développement du plein emploi, le rayonnement de notre industrie s'appuyant sur un territoire régional fort de sa diversité?

Cela dépend de nous !

La politique des grands groupes capitalistes dont la logique pousse à la rentabilité et la confiscation des richesses pour le profit de quelques actionnaires, nous incite à une extrême vigilance et à une aussi grande détermination pour aborder la période à venir. Cette politique a fortement affaibli notre potentiel industriel et plus particulièrement les investissements nécessaires à son propre développement. Elle pousse à la spécialisation des territoires par la mise en place de pôle de compétitivité, aggravant ainsi la concurrence entre les régions et leur dépendance vis à vis des choix des groupes !

Prises dans leur ensemble, les entreprises ne souffrent pas d'un manque de fonds disponibles, les résultats publiés par les groupes l'attestent : 52 milliards d'€ pour les 40 premières sociétés françaises. Dans le même temps, ces profits jamais égalés se

font sur le dos des salariés : blocage des salaires, progression du chômage et de la précarité, réduction des investissements matériels et humains et les répercussions que cela engendre sur l'ensemble de la protection sociale.

Midi-Pyrénées est riche de sa diversité et dispose sur tout le territoire régional d'atouts importants sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable pour les populations . Ces atouts sont aujourd'hui mis en cause par la poursuite des plans sociaux et des abandons industriels, les politiques publiques, celles du Conseil Régional sont essentiellement tournées à l'accompagnement de l'aéronautique (financement des infrastructures, soutien à la sous-traitance, financement de la formation...). Le développement harmonieux de tout le territoire régional nécessite le développement de toutes nos activités industrielles.

C'est ce à quoi sont profondément attachés les Midi-Pyrénéens qui luttent pour la reconnaissance et la valorisation de leur territoire. Il ne peut y avoir de développement de l'aéronautique sans investir dans un haut niveau de garanties sociales et sans un environnement qui assure le développement de l'ensemble du territoire.

Quel avenir aurait une industrie de haute technologie dans un désert industriel ?

C'est pourquoi il est urgent d'agir pour assurer un développement harmonieux de notre région. Avec les salariés des secteurs de l'industrie (métallurgie, chimie, textile...) mobilisés le 9 juin, à l'appel de leurs fédérations, pour la défense de l'emploi industriel, nous construisons une nouvelle étape de la mobilisation pour que notamment dans la filière Bois-Papier, le textile, l'automobile d'autres choix s'imposent à la hauteur de nos ambitions pour ces industries et fassent de :

"Nos diversités industrielles, un atout pour l'emploi en Midi-Pyrénées!"





Quelques chiffres

- En Midi-Pyrénées le PIB*/ habitant s'élève à 22 025 €
Le PIB total 57 577 millions d' €
* le Produit Intérieur Brut par habitant soit la richesse créée par habitant
- Le Conseil régional sur un budget total de 800 millions d' € en 2005 consacre : 110 millions d' € à l'action économique (en baisse par rapport à 2005)

...des synergies et des coopérations

La décision de la SNCF d'arrêter le transport fret dans cette partie du département de la Haute-Garonne aboutit à faire en sorte que les matières premières nécessaires à la fabrication de la pâte à papier pour TEMBEC jusque-là transportées par le rail, le sont aujourd'hui par la route. Résultat: 200 camions supplémentaires par semaine sur les routes de notre région. Par ailleurs la déréglementation du transport, notamment le fret, à la SNCF ainsi que la circulation de trains privés étaient au centre des exigences portées lors du rassemblement inter-régional des cheminots de Paca, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Limousin ce 3 mai à Toulouse qui a rassemblé plus de 1000 cheminots. Cette situation n'ouvre-elle pas un large champ de coopérations entre cheminots et papetiers sur le transport fret?

Développer l'emploi, dans la filière automobile en Midi-Pyrénées

La filière automobile en Midi-Pyrénées c'est:

7767 salariés dans 409 établissements dans l'industrie et les équipements
14560 salariés dans le commerce et la réparation automobile.
Des groupes comme BOCH SIEMENS VALEO COMAU FIAT, des PME des sous traitant, l'artisanat...
Implantés sur des départements comme l'Aveyron, le Tarn, la Haute-Garonne...

L'industrie automobile a de l'avenir

Le marché automobile européen n'est pas saturé, les ventes ont augmenté de 9 % en moyenne ces 10 dernières années, la croissance du parc automobile en 30 ans a progressé de plus 120 %, la progression de la production des constructeurs français en 5 ans a grimpé de 40 %
Les constructeurs et les grands équipementiers dégagent de larges profits. et battent des records historiques.
À l'image de RENAULT avec 3 554 millions d'euros de bénéfices soit plus 43 % par rapport à 2003 ou PEUGEOT avec 1357 millions d'€ de bénéfices et 1293 millions d'€ de dividendes versés aux actionnaires ces 4 dernières années.

Mais le social est le grand perdant...

C'est une situation dégradée pour les salariés, marquée par des bas salaires, des conditions de travail aggravées, des restructurations, fermetures d'entreprises, délocalisations et suppressions massives d'emplois.
Sur notre région c'est le cas des fermetures de VALEO Cahors et Labastide, les licenciements à COMAU CASTRES, la précarité qui s'installe dans les entreprises sous traitantes avec toutes les conséquences sur l'emploi industriel et les services, l'économie régionale et des bassins d'emplois..
C'est une politique de bas salaire sur notre région avec des minima d'embauche de 1187 € à Comau, 1218 € à Valéo, 1250 € à la Sam, 1374 € à la Bosch, souvent intégrant des primes, avec des augmentations générales de 1,5 % à 2 % en 2005.

La CGT fait des propositions pour un développement et la filière automobile et de l'emploi en Midi-Pyrénées

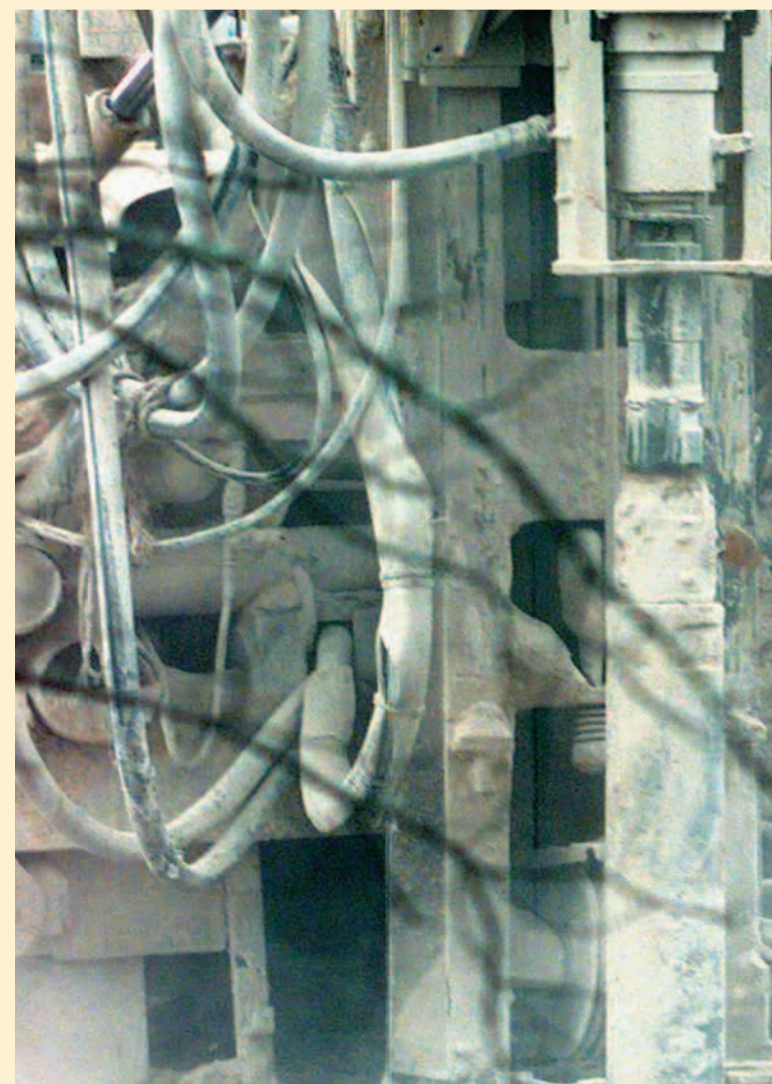
Pour la CGT notre région a des atouts, elle a besoin d'une industrie aéronautique avec notamment l'A380 qui doit être porteur d'emploi et de progrès social, et non de précarité comme nous le constatons aujourd'hui.
Mais aussi d'une diversification des activités indus-

trielles sur les territoires avec une autre utilisation de l'argent et des aides publiques tournées vers l'emploi, la formation, les salaires, la recherche et l'innovation afin de répondre aux immenses besoins sociaux en Midi-Pyrénées, en France, en Europe ou dans le monde.

Pour cela la CGT propose

- La création d'une filière industrielle dans le domaine des biens d'équipements pour l'automobile avec pour notre région un rôle particulier de bassins d'emplois et des coopérations inter entreprises (par exemple entre COMAU et VALEO sur le bassin tarnais).
- Une autre utilisation des fonds publics et leur contrôle par les représentants des salariés, des élus, pour développer l'emploi industriel.
- L'arrêt des délocalisations et une véritable politique industrielle en interpellant les pouvoirs publics, les donneurs d'ordres afin qu'ils assument leurs responsabilités envers les équipementiers et sous traitants.
- Un statut du salarié de l'automobile avec des garanties collectives empêchant la mise en concurrence des salariés en France ou dans le monde.
- Construire des solidarités et des convergences de luttes entre salariés, entre ceux travaillant chez les constructeurs, les équipementiers, les sous traitants, avec les populations...

Telle est l'ambition de la CGT qui engage une large campagne sur notre région, avec un temps fort de lutte le 9 juin, pour de nouvelles conquêtes sociales et pour un territoire régional fort de sa diversité industrielle.



L'industrie Papetière, le cœur des activités du pays Couserans-Comminges au sein d'une filière qui concerne : - l'environnement - l'énergie - le bois - le transport a des alternatives de maintien et de développement.

Le 15 janvier, une manifestation exceptionnelle, de plus de 1000 participants, à St Girons, organisée de façon convergente par les structures CGT de territoire (région, UD, UL) et la FILPAC, permet de mettre en évidence l'ampleur des problèmes rencontrés dans les entreprises de la filière et l'inquiétude forte des salariés soutenue par la population. Une table ronde le 17 février, a eu lieu avec l'ensemble des représentants de l'état et des pouvoirs publics et quelques directions d'entreprises, qui s'est soldée par la mise en place d'une commission de travail, sous l'égide du sous-préfet, qui s'empresse à ne rien faire.

Devant l'immobilisme local, la CGT exige, du Conseil Régional une rencontre qui s'est concrétisée le 26 avril 2005.

La délégation, forte des syndicats des entreprises et des structures CGT, a fait part des incertitudes qui pèsent sur l'avenir des Papeteries La Moulasse et Lédar de Saint-Girons, après les liquidations de JOB Toulouse, Lacroix à Mazères/Salat, Sonocco à Saint-Girons et Barthier à Saint-Martory, et une entreprise flottante, Tempec de Saint-Gaudens, soumis aux flux financiers des marchés mondiaux de la pâte à papier.

Les manques d'investissements des multinationales papetières dans les Pyrénées et les matériels actuels qui ne répondent plus aux capacités de production permettant d'avoir des prix de revient

compétitifs, ne peuvent laisser personne spectateur, dont on connaît à terme, la finalité, qui serait une issue fatale pour l'emploi et le devenir de ce pays.

Des propositions alternatives ont été présentées tant dans le domaine de réserves de terrain pour l'implantation d'une machine de cartonnage à Saint-Girons (Midi-Pyrénées région agro-alimentaire n'a pas d'entreprise de production de cartonnage, le groupe Saica avec son usine à Saragosse, en Espagne, raflant les matières premières de vieux papiers et les marchés du grand Sud-Ouest) et d'une machine à papier accolée à Tembec (production de pâte à papier) Saint-Gaudens, mais également pour permettre aux entreprises existantes et à venir, d'avoir des coûts de revient réduits et compétitifs.

Pour cela les possibilités existent si politiquement le choix en était fait et si on impose aux multinationales papetières d'autres visions que leur synergie mondiale de groupe :

- Par une politique de récupération de vieux papiers en synergies avec les entreprises du pays.

- Par l'utilisation des énergies hydroélectriques au service de l'économie des papeteries et non pour alimenter des finances des groupes papetiers.

- Par l'utilisation des déchets papetiers pour réduire les coûts de revient (EDF achète 9 millions d'€ par an, d'énergie à Tembec Saint-Gaudens).

- Par la mise en place de développement de scierie et une exploitation rationnelle des bois (seule matière première renouvelable au monde) des Pyrénées en plus de celle de la Montagne Noire.

- Par la rationalisation des transports des matières premières et produites (l'arrêt du fret SNCF pour Tembec a entraîné 200 camions par semaine en plus sur les routes avec une augmentation importante du coût).

- Par des politiques de synergies entre les entreprises de la région (exemple : la papeterie La Moulasse se procure sa matière première sur le marché mondial, alors qu'à quelques kilomètres, Tembec à Saint-Gaudens la fabrique).

Face à ces arguments, les membres du Conseil Régional présents, ont pris acte de la demande syndicale de la nécessité d'une étude prospective sur la filière, commanditée par le conseil régional, déclarant leur acceptation à cette proposition mais qu'elle nécessitait, pour ce faire, l'aval du président Malvy. La réponse doit nous être donnée dans les prochains jours.

Cette étude prospective du maintien et du développement industriel de cette filière, n'est qu'une première étape et qui n'aura sa concrétisation que par la mise en place d'une commission de travail tripartite (région, entreprises, syndicat) pour la réalisation des projets issus de cette étude, pour que ce pôle industriel puisse continuer d'exister et de se développer.

Jean-Pierre COMBEBIAC
Délégué Fédéral FILPAC-CGT



Tarn- et-Garonne

Emploi

La situation de l'emploi dans le département du Tarn & Garonne est particulièrement préoccupante.

Après la perte de 1 500 emplois ces 3 dernières années avec les fermetures de Valéo, Carpenter, Saliens... c'est l'entreprise CAPELLE qui vient de disparaître avec ses 50 emplois. L'entreprise de fabrication d'ameublement bois est victime de la loi du marché, ses principaux clients ayant trouvé des fabricants moins coûteux en Europe de l'est. Pour autant depuis 10 ans CAPELLE a été laminé par des repreneurs successifs qui n'ont réalisé aucun investissement sur l'outil de production afin d'empocher des gains importants à chaque revente.

BOUYER, fleuron de l'industrie électroacoustique est mis en phase d'observation par son actionnaire, l'américain TYCO qui devrait prendre des décisions sur le maintien du site en septembre 2005.

Les 150 salariés sont déstabilisés par une stratégie de délocalisations progressives, de sous-traitance et de désorganisation de l'entreprise.

L'annonce par la direction de Villeroy et Bosch à Valence d'Agen de la délocalisation d'une partie de la production, celle-là même qui devait garantir la pérennité du site, a déclenché la colère des salariés et de leurs représentants. Un droit d'alerte est engagé par le C.E. pour proposer des alternatives industrielles aux objectifs de la direction qui veut supprimer 130 emplois.

La situation est identique à la GUIMA à Caussade, où le groupe autrichien PALFINGER délocalise progressivement la fabrication des appareils qui font aujourd'hui la réputation de l'entreprise Caussadaise. Ce sont les intérimaires qui font les premiers frais de cette stratégie.

Notre département ne détient aucune filière industrielle prépondérante. C'est la diversité de son industrie qui fait sa richesse.

C'est pour le maintien de cette diversité que nous interpellons les élus et que nous voulons mobiliser les populations.

Antoine LOPEZ
Secrétaire général Ud Cgt 82

A380

Le décollage social...!



Les salariés subissent un matraquage idéologique de tous les instants, au travers des médias, de la publicité, dans l'organisation du travail lui-même. "la maladie, l'accident ont causé par l'alcool, la drogue et la vitesse! Si vous mourez et que ça coûte si cher, c'est de votre faute!"

Le premier vol de l'Airbus A380 marque la réussite d'un grand programme industriel. Il s'inscrit dans la tradition aéronautique de notre pays.

Des savoir-faire, des compétences des salariés!

La CGT se réjouit de cette réalisation et partage la légitime fierté des salariés, de la population de notre département, de notre région. C'est une nouvelle étape du développement de l'aéronautique en Midi-Pyrénées, dont la réussite est d'abord le résultat des savoir-faire, des compétences et de l'implication des salariés, ouvriers, employés techniciens ingénieurs, acquis depuis des décennies, sans lesquels le projet n'aurait pu voir le jour. Ce succès est aussi le résultat des coopérations entre les salariés des entreprises des pays européens, dans le cadre du partenariat qui fait l'originalité d'AIRBUS. Ce premier vol couronne l'engagement de l'État et d'une entreprise publique qui ont laissé le temps au projet de se réaliser, preuve que les grands succès technologiques et industriels nécessitent une volonté politique forte et un financement conséquent! Les choix stratégiques opérés aujourd'hui par les grands groupes industriels privés guidés par la seule recherche du profit immédiat, ne permettraient pas ce type de pari sur l'avenir.

Cette réussite à laquelle tous ont contribué doit maintenant être mise au service du progrès social et d'un haut niveau de garanties sociales pour tous les salariés des entreprises donneurs-d'ordres comme sous-traitants, équipementiers.

C'est urgent! car en effet la logique financière et la course à la rentabilité qui guident toutes les décisions d'AIRBUS et d'EADS aujourd'hui se traduisent par:

- Une très importante surcharge de travail. En effet sur une courte période, trois programmes majeurs ont été lancés: le très gros porteur A380, l'avion de transport militaire A400M et le long courrier A350.

- La création de postes insuffisante et l'augmentation de la précarité, l'intérim et la sous-traitance, les délocalisations et le recours massif aux heures supplémentaires le travail de nuit, pour répondre à cette très importante croissance industrielle.

Cette politique vise à obéir à un plan drastique d'économies dont les salariés sont les premières victimes. De même la politique salariale est très loin d'avoir suivi la même progression que les ventes d'avions, sauf pour les salaires des dirigeants. De 2001 à 2003, leurs rémunérations ont augmenté de 150 % alors que celles des autres salariés n'augmentaient que de 10 %, augmentations générales et individuelles confondues.

OUI incontestablement c'est un bel avion, une réussite technologique qui doit se concrétiser par une autre réussite: celle concernant le volet social pour l'ensemble des salariés.

TOULOUSE 28 avril 2005

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite

- prendre contact
 me syndiquer

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Âge Profession

Entreprise (nom adresse)



Bulletin à remettre à votre syndicat, votre UD ou à renvoyer à la CGT au Comité régional Midi-Pyrénées
19, place Saint-Sernin - 31070 Toulouse cedex 07
Tél. 05 61 23 35 52 Fax 05 61 21 06 67 e-mail: cgt.crpm@wanadoo.fr